



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Direction régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de Côte d'Or

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Produits Routiers Bitume

Commune de ARNAY-LE-DUC

La préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté
préfète de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- **Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12, L.541-2 et R.512-33,
- **Vu** le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'environnement,
- **Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2016 autorisant la société Produits Routiers Bitume à exploiter les installations de son établissement situé 1 rue de Barive, zone industrielle de la Planchotte, 21230 ARNAY-LE-DUC,
- **Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 15 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,
- **Vu** l'article 1.2.1 définissant les volumes autorisés au niveau de la taille des cuves de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2016 ;
- **Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport visé,
- **Considérant** que lors de la visite du 08 mars 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que certains équipements diffèrent du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé, et qu'ainsi l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article R.512-33 du Code de l'environnement relatives à l'information préalable du préfet ;
- **Considérant** que les modifications apportées aux installations vis-à-vis du dossier initial sont susceptibles de présenter des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement qui doivent être portés à la connaissance du préfet afin qu'il puisse le cas échéant formuler des prescriptions adaptées,
- **Considérant** que lors de la visite du 08 mars 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 janvier 2016 :
 - 8.2.4 : moyens de lutte contre l'incendie ;
 - 8.5.4 : consignes d'exploitation.

– **Considérant** qu'en l'absence d'émulseur et de capacité suffisante en eau d'extinction d'incendie, l'exploitation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

– **Considérant** qu'en l'absence de consignes d'exploitation adaptées, la maîtrise des installations de fabrication de bitume amélioré par des polymères n'est pas garantie et est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

– **Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Produits Routiers Bitume de respecter les prescriptions de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, et, des articles 8.2.4 et 8.5.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2016 précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

– **Sur proposition de Madame** la secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er – La société Produits Routiers Bitume, exploitant une installation de fabrication de bitume amélioré par des polymères, sise 1 rue de Barive, zone industrielle de la Planchotte, 21230 ARNAY-LE-DUC, est mise en demeure de respecter, les exigences de :

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article R.512-33 du Code de l'environnement, en portant à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications apportées aux installations qui diffèrent du dossier de demande d'autorisation dans l'établissement avec l'ensemble des éléments d'appréciations associés ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2016, en prenant les dispositions concernant les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - l'article 8.5.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2016, en mettant en œuvre des consignes d'exploitation adaptées et prenant en compte le retour d'expérience.

ARTICLE 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif uniquement (Tribunal administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon) :

- pour le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas redevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 – La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de Beaune, le Maire d'ARNAY-LE-DUC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche Comté et le Directeur de la société Produits Routiers Bitume sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté,
- . Mme la Sous-Préfète de Beaune,
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire d'ARNAY LE DUC,
- . M. le Directeur de la société Produits Routiers Bitume.

FAIT à DIJON, le – 6 AVR. 2016

LA PRÉFÈTE,
pour le préfète et par délégation
La Directrice de Cabinet

Tiphaine PINAULT

